

- Le seuil de 8 milliards d'êtres humains sur Terre est désormais franchi, a annoncé l'Onu en pleine Cop 27.
- Faut-il bloquer la démographie pour freiner le réchauffement climatique ?

Huit milliards de Terriens

La population mondiale a atteint le seuil des 8 milliards ce 15 novembre 2022, a annoncé l'Onu. Selon les projections des Nations unies, nous serons 8,5 milliards en 2030, 9,7 milliards en 2050 et 10,4 milliards en 2100. Il y a 70 ans, les humains étaient 2,6 milliards. De quoi paniquer, en pleine Cop 27 ? "Nous avons été élevés dans cette crainte de la surpopulation, admet le démographe Bruno Masquelier (UCLouvain). Mais cette crainte est relativement infondée: la croissance de la population se ralentit, mais ce n'est pas suffisamment connu. On continue donc à penser à cette explosion démographique, mais en réalité, depuis les années 60, la démographie croît à un rythme moins rapide." Vers 2085, la croissance sera même nulle et la population plafonnera donc autour de 10,5 milliards avant d'entamer une décroissance.

Un tabou ?

Cependant, "sur une année, en 2022, on a rajouté 67 millions de personnes. Cela reste une croissance importante... Il y a donc énormément d'enjeux pour arriver à faire tenir cette petite planète qui craque déjà de toutes parts dans les 60 prochaines années..." avertit Bruno Masquelier. Ces derniers temps, en Europe, diverses associations demandent de bloquer la croissance démographique pour freiner le réchauffement climatique, affirmant ainsi briser un tabou. "Dans la lutte climatique, les gens ont parfois l'impression que la démographie est un tabou, mais dans les rapports du Giec c'est traité!" indique le chercheur membre du Giec François Gemenne (Uliège). Mais, effectivement, on en parle assez peu, pas parce qu'on se l'interdit, parce que c'est un non-sujet! En fait, ce qui compte, c'est l'empreinte carbone par habitant et il n'y a pas de corrélation directe entre la taille et la croissance de la population d'un pays et le niveau de ses émissions..."



En effet, depuis 1999, les émissions mondiales de gaz à effet de serre ont crû de 40%, la population a augmenté de 30%; et le revenu par habitant, de 55%. "Il y a eu une croissance importante des émissions de CO₂, mais il n'y a qu'une faible corrélation entre la croissance démographique et la croissance des émissions. Celle-ci est surtout portée par l'accroissement du revenu et l'impact a heureusement été réduit par les évolutions favorables de la technologie", détaille Bruno Masquelier. Pour les démographes, l'impact environnemental est en effet le produit de trois facteurs: la population, la richesse par habitant et la technologie.

Croissance quasi terminée

"La question 'Est-on trop nombreux sur Terre?' n'est pas la bonne. La bonne est: 'Mon mode de vie est-il généralisable à 8 milliards d'habitants?' Et là, on voit bien que la réponse est négative: avec l'empreinte écologique, en généralisant le mode de vie belge moyen à l'ensemble des Terriens, quatre planètes seraient nécessaires, continue Bruno Masquelier. La question du 'trop nombreux' est très chargée politiquement car notre croissance, en Occident, est quasi terminée. On a tendance à reporter le problème et à dire: 'La planète va mal, c'est en partie dû à la croissance de la population qui se fait ailleurs.'"

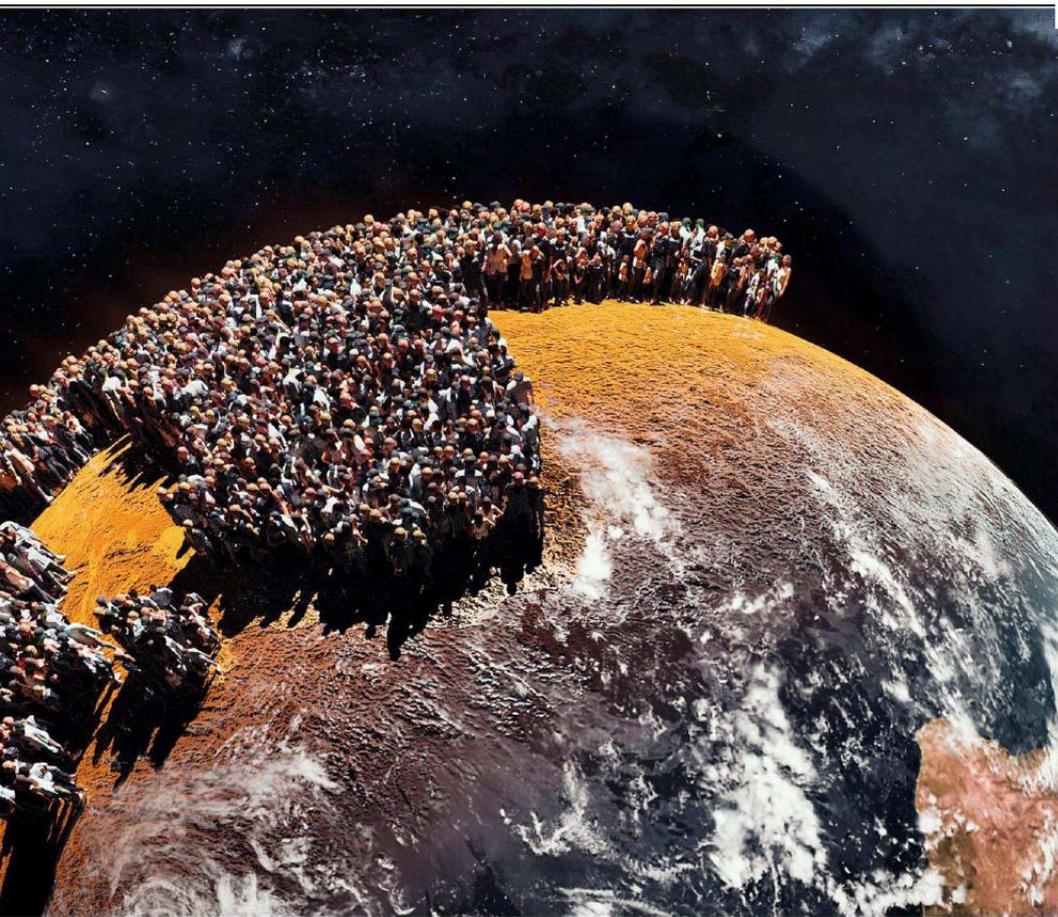
Selon l'Onu, les pays d'Afrique subsaharienne devraient en effet continuer de croître jusqu'en 2100 et contribuer à plus de la moitié de l'augmentation de la population mondiale prévue jusqu'en 2050. Alors que l'Europe et l'Amérique du Nord mais aussi l'Amérique latine et quasi toute l'Asie devraient commencer à baisser avant 2100. "Malheureusement, dans l'état actuel des choses, plus un pays se développe, plus l'empreinte carbone de chacun de ses habitants augmente, mais, d'autre part, le nombre d'habitants se réduit aussi car il y a une forte corrélation entre développement et réduction de la natalité. Quel sera l'équili-

bre? relève François Gemenne. Aujourd'hui, des pays sont dans un tel état de pauvreté que pour en sortir ils devront augmenter leurs émissions de GES. Nous n'avons aucun droit de leur dire comment ils devraient se développer. Mais va-t-on mobiliser assez de fonds pour les aider à avoir une trajectoire décarbonée et tenir leurs engagements climatiques? C'est l'enjeu de la Cop 27." L'Afrique représente à ce jour 18% de la population mondiale et 4% des émissions de CO₂. Même si celles-ci doublent d'ici 2050, comme l'évoquent des projections, cela ne jouera pas sur l'enjeu qui est d'assurer une planète viable d'ici à 2030, 2040 ou 2050, insiste de son côté Bruno Masquelier.

Inévitable

Et bien qu'il reste une marge de progression en planification familiale puisque 14% des femmes dans le monde expriment un besoin non satisfait, l'inertie de la démographie n'en fait pas un bon levier pour influencer sur le climat: "Non seulement la croissance démographique joue très peu sur les émissions et l'empreinte carbone, mais la croissance à venir est en grande partie inévitable car elle est liée à la jeunesse de la population." En effet, si un tiers de la croissance à venir dépend bien d'une fécondité qui reste au-dessus du seuil de remplacement des générations de 2,1 enfants par femme (2,3), deux tiers de la croissance d'ici 2050 sont liés au fait que la planète héberge actuellement beaucoup de jeunes enfants. Ces enfants deviendront parents et, même si la fécondité baisse, cette structure d'âge va générer une croissance. "Enfin, l'évolution de la fécondité va dans le bon sens; on va vers une stabilisation de la population mondiale d'ici à 2080. Mais 2080, c'est trop tard pour le climat! Cela me semble plus facile mais politiquement bien plus ambitieux de réformer nos systèmes économiques et de mettre la technologie au service de nos objectifs climatiques que d'espérer que les choses s'améliorent à l'échelle de la population. La vraie question est: que doit-on faire pour organiser cette transition climatique que tout le monde appelle de ses vœux?"

Sophie Devillers



La population mondiale a dépassé mardi les 8 milliards d'habitants, selon l'estimation officielle des Nations unies.

La fertilité masculine en net déclin

Santé Le nombre de spermatozoïdes a chuté de 62% depuis 1973.

La fertilité masculine serait-elle en danger? C'est une question à laquelle une méta-analyse (plusieurs centaines d'études) israélienne vient d'apporter des réponses chiffrées relativement inquiétantes. Cette étude, dirigée par le Pr Hagai Levine de l'Université hébraïque de Jérusalem et la Pr^{esse} Shanna Swan de l'école de médecine Icahn de New York, couvre la période entre 1973 et 2018 dans 53 pays. Publiée mardi dans la revue *Human Reproduction Update*, elle conclut que le nombre de spermatozoïdes présents en moyenne lors de l'éjaculation a chuté de 62% depuis 1973 au niveau mondial. En l'espace de 45 ans, nous sommes passés d'une concentration moyenne de gamètes dans le sperme de 101 millions par millilitre à 49.

Plus inquiétante encore, l'accélération galopante de ce déclin. À chaque décennie, le phénomène s'accroît. De 1,16% par an de baisse de la fertilité masculine pour les données post-1973, on est passé à 1,3% après 1985, puis 1,9% après 1995 et 2,64% depuis 2000. "Je ne m'attendais pas à ce que le rythme du déclin ait pu plus que doubler, s'étonne le Dr Swan. Une chute moyenne de 2,64% par an n'est pas anecdotique: elle correspond à une division par deux tous les 25 ans environ."

La santé menacée

Et si les auteurs de l'étude tirent la sonnette d'alarme pour la fertilité masculine, ils vont plus loin en craignant pour la santé des hommes en général dans la mesure où un faible nombre de spermatozoïdes est considéré comme un indicateur de la santé. Les faibles niveaux de spermatozoïdes sont en effet associés à un risque accru de maladies chroniques, de cancer des testicules et de diminution de l'espérance de vie.

Pour le Pr Levine, "nous sommes confrontés à un problème grave qui, s'il n'est pas atténué, pourrait menacer la survie de l'humanité. Nous appelons d'urgence à une action mondiale pour promouvoir des environnements plus sains, réduire les expositions et comportements qui menacent la santé reproductive".

L. D.

Les pays en développement fustigent l'inaction des pays riches

L'UE s'est dite prête mardi à rehausser ses engagements pour le climat lors du sommet de Charm el-Cheikh, où les pays en développement ont à nouveau fustigé le manque d'ambition des pays riches et la faiblesse de leur soutien aux plus vulnérables aux impacts du réchauffement. Le vice-président de la Commission européenne Frans Timmermans a ainsi annoncé que, grâce à l'adoption de plusieurs législations dans les dernières semaines, l'UE pourrait réduire ses émissions d'au moins 57% d'ici 2030 par rapport à 1990, contre au moins 55% actuellement.

Une annonce reçue froidement par les ONG environnementales, qui n'y voient pas de réelle avancée et pour qui un "juste" effort européen devrait se traduire par 65% de réduction.

"Absence de leadership"

Il est peu probable également que cette annonce apaise la colère des pays en développement. "L'absence de leadership et d'ambition en matière d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre est inquiétante", a lancé le ministre sénégalais de l'Environnement, Alioune Ndoye, au nom du groupe des pays les moins avancés (PMA), dénonçant trois décennies "émaillées de déception". "Notre génération doit avoir le courage et la sagesse d'endosser la responsabilité de changer le cours de l'histoire pour transmettre aux générations futures une planète vivable", a-t-il ajouté. "Combien de vies devons-nous sacrifier?" a enchaîné le ministre du Changement climatique du Belize, réclamant des actes du G20 et des "autres gros pollueurs".

Nombre de participants à la Cop 27 attendent d'ailleurs de voir la façon dont les dirigeants du G20 réunis à Bali mardi et mercredi prendront en compte la crise climatique et leur ambition à agir, espérant une

bonne nouvelle qui donnerait un coup de pouce aux négociations en Égypte.

Négociations difficiles

Le président de cette 27^e conférence de l'Onu sur le climat, Sameh Choukri, a donné jusqu'à mardi soir aux négociateurs pour finir le travail technique, avant que les ministres ne prennent le relais.

57%

La "rawette" européenne

La Commission a annoncé que l'UE pourrait réduire ses émissions d'au moins 57% d'ici à 2030, au lieu de 55%.

La première ébauche de déclaration finale publiée dans la nuit de lundi à mardi n'était qu'un brouillon sous forme de liste rassemblant les souhaits des uns et des autres. La réaffirmation en quelques mots de certains principes disputés comme "l'urgence d'agir pour que l'objectif de +1,5°C reste du domaine du possible" s'y trouvait, mais pas le souhait formulé par l'Inde d'étendre le principe de sortie progressive du charbon – avalisé à Glasgow l'an dernier – à toutes les énergies fossiles. Selon des observateurs, l'Arabie saoudite et la Chine ont fait savoir leur réticence, déjà exprimée par le passé, à voir à nouveau la référence au seuil de 1,5°C dans le texte final.

Autre point crucial au cœur des négociations, la revendication des pays en développement de la création d'un mécanisme dédié pour financer les "pertes et dommages" irréversibles déjà subis par certains pays vulnérables en raison des catastrophes climatiques. L'ébauche du texte ne mentionne qu'une vague formule utilisée depuis le début de la conférence le 6 novembre par les Européens et les Américains, réticents à la mise en place d'une nouvelle structure spécifique. Mais les pays du Sud n'abandonnent pas le combat. On peut donc s'attendre comme de coutume à ce que la conférence, censée se terminer vendredi en fin d'après-midi, joue les prolongations. (D'après AFP)